

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

Code géographique : 71065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphanie Martin, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-04-29

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pages 8,9,19, et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2016-04-29

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	11 730 397	12 129 901	12 161 079			12 161 079
Compensations tenant lieu de taxes	2	103 615	99 449	89 348			89 348
Quotes-parts	3					1 517 823	
Transferts	4	220 501	227 249	211 746		178 209	389 955
Services rendus	5	424 605	306 217	660 140		223 519	619 391
Imposition de droits	6	571 819	508 104	866 874			866 874
Amendes et pénalités	7	11 772	20 000	19 569			19 569
Intérêts	8	194 889	172 950	180 365		7 266	187 631
Autres revenus	9	92 811	229 975	8 080		14 771	22 851
	10	13 350 409	13 693 845	14 197 201		1 941 588	14 356 698
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	(84 435)	780 000	84 435			84 435
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	482 374		1 589 000			1 589 000
Autres	15	11 786		67 644			67 644
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	409 725	780 000	1 741 079			1 741 079
	18	13 760 134	14 473 845	15 938 280		1 941 588	16 097 777
Charges							
Administration générale	19	1 584 694	1 564 015	1 567 250	30 210		1 597 460
Sécurité publique	20	2 279 638	2 380 001	2 278 074	7 553		2 285 627
Transport	21	2 178 751	2 345 835	2 183 017	713 748	812 047	3 288 288
Hygiène du milieu	22	2 580 587	2 864 104	3 023 413	1 144 440	1 018 923	3 826 861
Santé et bien-être	23	92 256	92 377	92 932			92 932
Aménagement, urbanisme et développement	24	548 675	543 255	513 876	1 949		515 825
Loisirs et culture	25	2 231 393	2 448 362	2 413 639	298 465	1 652	2 712 104
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	394 469	385 450	363 671		98 338	462 009
Amortissement des immobilisations	28	2 119 037	2 049 707	2 196 365	(2 196 365)		
	29	14 009 500	14 673 106	14 632 237		1 930 960	14 781 106
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(249 366)	(199 261)	1 306 043		10 628	1 316 671

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(249 366)	(199 261)		1 306 043	10 628	1 316 671
Moins: revenus d'investissement	2	(409 725)	(780 000)		(1 741 079)	()	(1 741 079)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(659 091)	(979 261)		(435 036)	10 628	(424 408)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	2 119 037	2 049 707		2 196 365	309 627	2 505 992
Produit de cession	5	12 631			3 374		3 374
(Gain) perte sur cession	6	(10 763)			(944)		(944)
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	2 120 905	2 049 707		2 198 795	309 627	2 508 422
Propriétés destinées à la vente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		1 622				
Remboursement de la dette à long terme	17	(821 953)	(793 650)		(817 804)	(406 386)	(1 224 190)
	18	(821 953)	(792 028)		(817 804)	(406 386)	(1 224 190)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(355 241)	(157 251)		(332 353)	(6 330)	(338 683)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	28 755			155 727	4 367	160 094
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 716			925	118 406	119 331
Réserves financières et fonds réservés	22	(90 941)	(120 385)		(215 449)	(12 601)	(228 050)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	600	(782)		1 887	(54)	1 833
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(414 111)	(278 418)		(389 263)	103 788	(285 475)
	26	884 841	979 261		991 728	7 029	998 757
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	225 750			556 692	17 657	574 349

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	409 725	780 000	1 741 079		1 741 079	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2 (	58 401)	(67 250)	(63 102)	()	(63 102)
Sécurité publique	3 ()	()	()	()	()	
Transport	4 (	1 483 893)	(765 200)	(1 723 902)	(5 346)	(1 729 248)
Hygiène du milieu	5 (	170 188)	(911 509)	(749 646)	(21 662)	(771 308)
Santé et bien-être	6 ()	()	()	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	( )	( 6 854)	()	(6 854)
Loisirs et culture	8 (	1 515 838)	(4 510 251)	(4 005 909)	()	(4 005 909)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()	()	()	
	10 (	3 228 320)	(6 254 210)	(6 549 413)	(27 008)	(6 576 421)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11 ()	()	()	()	()	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12 ()	()	()	()	()	
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	42 000		594 100		594 100	
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	355 241	157 251	332 353	6 330	338 683	
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	179 664		90 320		90 320	
Excédent de fonctionnement affecté	16			5 176		5 176	
Réserves financières et fonds réservés	17	711 878		336 374	20 678	357 052	
	18	1 246 783	157 251	764 223	27 008	791 231	
	19	(1 939 537)	(6 096 959)	(5 191 090)		(5 191 090)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 529 812)	(5 316 959)	(3 450 011)		(3 450 011)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(249 366)	(199 261)	1 306 043	10 628	1 316 671
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(3 228 320)	(6 254 210)	(6 549 413)	(27 008)	(6 576 421)
Produit de cession	3	12 631		3 374		3 374
Amortissement	4	2 119 037	2 049 707	2 196 365	309 627	2 505 992
(Gain) perte sur cession	5	(10 763)		(944)		(944)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(1 107 415)	(4 204 503)	(4 350 618)	282 619	(4 067 999)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9				1 183	1 183
Variation des autres actifs non financiers	10	194 772		40 678	(1 397)	39 281
	11	194 772		40 678	(214)	40 464
	12	(1 162 009)	(4 403 764)	(3 003 897)	293 033	(2 710 864)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 162 009)	(4 403 764)	(3 003 897)	293 033	(2 710 864)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(9 222 408)		(10 476 949)	(3 046 679)	(13 523 628)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(92 532)				
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(9 314 940)		(10 476 949)	(3 046 679)	(13 523 628)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(10 476 949)		(13 480 846)	(2 753 646)	(16 234 492)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	1 586 664	1 316 802	872 233	2 189 035
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	3 974 751	4 074 278	298 956	4 310 923
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	5 561 415	5 391 080	1 171 189	6 499 958
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	975 243	4 594 206		4 594 206
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	2 047 324	1 610 581	420 723	1 968 993
Revenus reportés (note 12)	13	184 050	173 260		173 260
Dette à long terme (note 13)	14	12 831 747	12 493 879	3 504 112	15 997 991
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	16 038 364	18 871 926	3 924 835	22 734 450
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(10 476 949)	(13 480 846)	(2 753 646)	(16 234 492)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	42 955 069	47 305 687	6 566 092	53 871 779
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			10 602	10 602
Autres actifs non financiers (note 17)	21	40 678		22 154	22 154
	22	42 995 747	47 305 687	6 598 848	53 904 535
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 716 900	2 016 270	362 005	2 378 275
Excédent de fonctionnement affecté	24	51 853	57 027	46 505	103 532
Réserves financières et fonds réservés	25	1 218 973	1 128 050	305 952	1 434 002
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(56 132)	(58 019)	()	(58 019)
Financement des investissements en cours	27	(2 306 725)	(5 786 738)	10 223	(5 776 515)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	31 893 929	36 468 251	3 120 517	39 588 768
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	32 518 798	33 824 841	3 845 202	37 670 043

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(249 366)	1 306 043	10 628	1 316 671
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 119 037	2 196 365	309 627	2 505 992
Autres					
- Perte (Gain) sur disposition	3	(10 763)	(944)		(944)
- Redressement FPTJ	4	(92 532)			
	5	1 766 376	3 501 464	320 255	3 821 719
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	630 346	(99 527)	193 773	94 246
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	252 411	(436 743)	(58 950)	(495 693)
Revenus reportés	9	99 420	(10 790)		(10 790)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12			1 183	1 183
Autres actifs non financiers	13	194 772	40 678	(1 397)	39 281
	14	2 943 325	2 995 082	454 864	3 449 946
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	3 228 320 ) (	6 549 413 ) (	27 008 ) (	6 576 421)
Produit de cession	16	12 631	3 374		3 374
	17	(3 215 689)	(6 546 039)	(27 008)	(6 573 047)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	42 000	594 100		594 100
Remboursement de la dette à long terme	25 (	935 271 ) (	936 700 ) (	433 278 ) (	1 369 978)
Variation nette des emprunts temporaires	26	924 141	3 618 963		3 618 963
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(109 850)	4 732	12 170	16 902
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(78 980)	3 281 095	(421 108)	2 859 987
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	31	(351 344)	(269 862)	6 748	(263 114)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	32	1 938 008	1 586 664	865 485	2 452 149
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	33	1 586 664	1 316 802	872 233	2 189 035

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	2 608 837	2 672 527	2 662 266	288 330	2 950 596
Charges sociales	2	579 653	630 844	619 090	71 537	690 627
Biens et services	3	5 691 200	6 109 093	5 891 039	861 596	6 488 367
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	324 843	383 328	301 780	94 395	396 175
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	66 787		59 275	3 620	62 895
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	2 839	2 122	2 616	323	2 939
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 286 106	2 484 000	2 465 207		947 384
Autres	10	155 460	204 466	137 677		137 677
Autres organismes	11		137 019		301 532	301 532
Amortissement des immobilisations	12	2 119 037	2 049 707	2 196 365	309 627	2 505 992
Autres						
- Créances douteuses et subventi	13	129 071		177 121		177 121
- Réclamations dommages	14	45 254		118 111		118 111
- Assurances organismes	15	413		1 690		1 690
	16	14 009 500	14 673 106	14 632 237	1 930 960	14 781 106

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	12 129 901	12 161 079	11 730 397
Compensations tenant lieu de taxes	2	103 427	89 348	103 615
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 278 016	474 390	346 239
Services rendus	5	493 364	619 391	627 817
Imposition de droits	6	508 104	866 874	571 819
Amendes et pénalités	7	20 000	19 569	11 772
Intérêts	8	174 450	187 631	204 229
Autres revenus	9	171 509	1 679 495	533 665
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	14 878 771	16 097 777	14 129 553
Charges				
Administration générale	12	1 634 368	1 597 460	1 612 413
Sécurité publique	13	2 380 001	2 285 627	2 287 191
Transport	14	2 794 806	3 288 288	3 255 221
Hygiène du milieu	15	2 545 633	3 826 861	3 392 366
Santé et bien-être	16	92 377	92 932	92 256
Aménagement, urbanisme et développement	17	543 255	515 825	549 722
Loisirs et culture	18	2 448 362	2 712 104	2 523 211
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	491 285	462 009	506 928
	21	12 930 087	14 781 106	14 219 308
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 948 684	1 316 671	(89 755)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		36 444 041	36 535 659
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(90 669)	(92 532)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		36 353 372	36 443 127
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		37 670 043	36 353 372

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalisations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 948 684	1 316 671	(89 755)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	6 247 407 ) (	6 576 421 ) (	3 252 260)
Produit de cession	3		3 374	12 631
Amortissement	4	2 490 605	2 505 992	2 430 175
(Gain) perte sur cession	5		(944)	(10 763)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(3 756 802)	(4 067 999)	(820 217)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		1 183	3 749
Variation des autres actifs non financiers	10		39 281	174 562
	11		40 464	178 311
	12	(1 808 118)	(2 710 864)	(731 661)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 808 118)	(2 710 864)	(731 661)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(13 523 628)	(12 699 435)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(92 532)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(13 523 628)	(12 791 967)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(16 234 492)	(13 523 628)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 189 035	2 452 149
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	4 310 923	4 393 585
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	6 499 958	6 845 734
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	4 594 206	975 243
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 968 993	2 453 102
Revenus reportés (note 12)	13	173 260	184 050
Dette à long terme (note 13)	14	15 997 991	16 756 967
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	22 734 450	20 369 362
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(16 234 492)	(13 523 628)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	53 871 779	49 803 780
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	10 602	11 785
Autres actifs non financiers (note 17)	21	22 154	61 435
	22	53 904 535	49 877 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	37 670 043	36 353 372

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 316 671	(89 755)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 505 992	2 430 175
Autres			
- Perte (Gain) sur disposition	3	(944)	(10 763)
- Redressement FPTJ	4		(92 532)
	5	3 821 719	2 237 125
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	94 246	493 760
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(495 693)	167 033
Revenus reportés	9	(10 790)	99 420
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	1 183	3 749
Autres actifs non financiers	13	39 281	174 562
	14	3 449 946	3 175 649
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 576 421)	(3 252 260)
Produit de cession	16	3 374	12 631
	17	(6 573 047)	(3 239 629)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	594 100	42 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 369 978)	(1 289 884)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 618 963	914 548
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	16 902	(116 432)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	2 859 987	(449 768)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(263 114)	(513 748)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	2 452 149	2 965 897
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	2 189 035	2 452 149

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil et est responsable des activités municipales à caractère local.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 11, 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

Régie intermunicipale de l'eau de L'Île-Perrot
Conseil intermunicipal de transport de La Presqu'île
Régie des équipements en loisirs de L'Île-Perrot

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans et dégressif 30%
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans
Améliorations locatives	10 ans

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le Conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Sites contaminés

Le 1er janvier 2015, la ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de la norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 719 537	2 452 149
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	772 521	708 349
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 424 967	2 701 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	309 741	349 985
Organismes municipaux	8	420 024	343 893
Autres			
- Droits de mutation	9	232 967	105 283
- Autres	10	150 703	184 867
	11	4 310 923	4 393 585
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 854 729	2 000 517
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 854 729	2 000 517
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	35 050	34 941
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	159 138	150 223
Autres régimes (REER et autres)	31	2 175	2 439
Régimes de retraite des élus municipaux	32	23 908	24 449
	33	185 221	177 111
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 9 337 406\$ dans le cadre de règlements d'emprunts. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, les montants utilisés étaient de 4 594 206\$.			
La ville a également négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 250 000\$. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, elle n'était pas utilisée.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	933 403	1 581 376
Salaires et avantages sociaux	38	199 226	217 892
Dépôts et retenues de garantie	39	474 649	221 866
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus	43	125 188	135 394
- Organismes municipaux	44	110 804	153 770
- Autres passifs et frais courus	45	46 120	39 272
- Gouvernement du Québec	46	79 603	102 335
- Gouvernement du Canada	47		1 197
	48	1 968 993	2 453 102
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	72 303	73 841
Autres			
- Licences de chien et CARRA	51		19 540
- Fonds des parcs et terrains de	52	100 957	90 669
	53	173 260	184 050

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

					2015	2014
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,39	2016	2035	54	16 137 740
Obligations et billets en monnaies étrangères					55	
Gains (pertes) de change reportés					56	
					57	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	
Organismes municipaux					59	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60	
Autres					61	
					62	16 137 740
						16 913 618
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(139 749)
					64	(156 651)
						15 997 991
						16 756 967

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2015
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2016	65	73	1 179 500	81	90	98
2017	66	74	1 150 600	82	91	99
2018	67	75	1 186 300	83	92	100
2019	68	76	1 134 900	84	93	101
2020	69	77	1 164 100	85	94	102
2021 et +	70	78	10 322 340	86	95	103
	71	79	16 137 740	87	96	104
Intérêts et frais accessoires				88		105
	72	80	16 137 740	89	97	106
						16 137 740

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(16 234 492)
Tiers		(13 523 628)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(16 234 492)
		(13 523 628)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	30 049 479	139	214 666	166		193	30 264 145
Eaux usées	112	26 433 966	140	533 405	167		194	26 967 371
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	9 469 162	141	917 037	168		195	10 386 199
Autres	114	4 474 484	142	1 190 463	169		196	5 664 947
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	5 746 605	144		171		198	5 746 605
Améliorations locatives	117	113	145	3 423	172		199	3 536
Véhicules	118	1 199 084	146	37 820	173	145 484	200	1 091 420
Ameublement et équipement de bureau	119	1 120 971	147	105 883	174	19 099	201	1 207 755
Machinerie, outillage et équipement divers	120	1 103 085	148	27 231	175	103 975	202	1 026 341
Terrains	121	1 446 835	149	2 508	176		203	1 449 343
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>81 043 784</u>	151	<u>3 032 436</u>	178	<u>268 558</u>	205	<u>83 807 662</u>
Immobilisations en cours	124	<u>3 411 364</u>	152	<u>3 543 985</u>	179		206	<u>6 955 349</u>
	125	<u>84 455 148</u>	153	<u>6 576 421</u>	180	<u>268 558</u>	207	<u>90 763 011</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	14 179 364	154	767 703	181		208	14 947 067
Eaux usées	127	10 449 126	155	667 518	182		209	11 116 644
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	4 494 351	156	523 897	183		210	5 018 248
Autres	129	1 789 751	157	209 324	184		211	1 999 075
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	1 580 031	159	143 665	186		213	1 723 696
Améliorations locatives	132	5	160	200	187		214	205
Véhicules	133	568 651	161	73 273	188	145 484	215	496 440
Ameublement et équipement de bureau	134	905 991	162	53 008	189	19 099	216	939 900
Machinerie, outillage et équipement divers	135	684 098	163	67 404	190	101 545	217	649 957
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>34 651 368</u>	165	<u>2 505 992</u>	192	<u>266 128</u>	219	<u>36 891 232</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>49 803 780</u>					220	<u>53 871 779</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	22 154	33 718
Frais reportés			
- Rôle triennal	238		27 717
-	239		
	240	22 154	61 435

Note**18. Obligations contractuelles**

La ville a signé un contrat échéant le 30 avril 2017 pour l'enlèvement de la neige, représentant un déboursé minimum de 402 690 \$ pour les deux prochains exercices.

La municipalité a signé un contrat inter-municipal de cinq ans échéant le 31 décembre 2018 pour la collecte, le transport et l'élimination des déchets domestiques, représentant une dépense minimum de 1 338 936 \$. Les versements futurs estimatifs pour les trois prochains exercices s'établissent comme suit:

2016: 438 995 \$
2017: 445 792 \$
2018: 454 149 \$

La ville a signé une entente intermunicipale avec la ville de L'Île-Perrot pour le service d'incendie. En vertu de cette entente, les coûts d'opération et les dépenses en immobilisations seront répartis au prorata des populations.

La ville a signé une entente intermunicipale avec les municipalités de Pincourt et de Terrasse-Vaudreuil relativement au traitement des eaux usées. En vertu de cette entente, les coûts d'opération et les dépenses en immobilisations seront répartis au prorata des charges hydrauliques réelles.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La ville a une demande de réclamation au montant de 400 862 \$. La ville conteste le bien-fondé de cette réclamation. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce débat juridique. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée à l'exercice alors en cours.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2014, le solde des fonds réservés a été redressé d'un montant de 92 532 \$ (au 1er janvier 2015 : 90 669 \$) afin de reclasser les revenus accumulés dans le fonds parcs et terrains de jeux dans les revenus reportés, ces sommes répondant à la définition d'un passif.

État de la situation financière

Revenus reportés	(92 532) \$
Fonds réservés	92 532 \$

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

	2015	2014
Encaisse	241 2 189 035	242 2 452 149
Découvert bancaire	242 () ()	
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 () ()	
-	249 () ()	
-	250 () ()	
-	251 () ()	
-	252 () ()	
-	253 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254 2 189 035	255 2 452 149

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

26 Transport en commun

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 65,07 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 874 338 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2 500 heures par an par véhicule pour les 3 premiers autocars assignés, au taux horaire de 122.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2015 est de 124,36 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 318 925 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99.00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 103,53 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 540 711 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 25 mai 2015 est de 79,50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 326 762 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

27 Données budgétaires

A des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent et du budget ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2015.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 378 275	2 082 897
Excédent de fonctionnement affecté	2	103 532	199 482
Réserves financières et fonds réservés	3	1 434 002	1 533 002
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	58 019 ) (	56 186)
Financement des investissements en cours	5	(5 776 515)	(2 296 502)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	39 588 768	34 890 679
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[REDACTED]	[REDACTED]
	8	37 670 043	36 353 372
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 016 270	2 082 897
Organismes contrôlés	10	362 005	
	11	2 378 275	2 082 897
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Activités jeunesse	12	57 027	51 853
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	57 027	51 853
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- REIP	22	20 506	138 912
- CIT	23	25 999	8 717
-	24		
	25	46 505	147 629
	26	103 532	199 482
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Service de l'eau	27	221 838	221 838
- CIT	28	209 555	208 710
- Parc des Éperviers	29	30 623	258 925
- Eau et voirie	30	100 000	
- REIP	31	96 397	
	32	658 413	689 473
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	524 507	614 621
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	251 082	228 908
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45	775 589	843 529
	46	1 434 002	1 533 002

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 (2 426) ()	(2 131)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (2 426) ()	(2 131)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (55 593) ()	(54 055)
	64 (58 019) ()	(56 186)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 10 223	19 599
Investissements à financer	66 (5 786 738) ()	(2 316 101)
	67 (5 776 515)	(2 296 502)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 53 871 779	49 803 780
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 53 871 779	49 803 780
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 15 997 991	16 756 967
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 139 749	156 651
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (1 854 729) ()	(2 000 517)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 14 283 011	14 913 101
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 14 283 011	14 913 101
	82 39 588 768	34 890 679

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées où les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents.

Les contributions des employés et celles de la municipalité, ainsi que les autres revenus et charges, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le régime de retraite des employés de la régie de l'eau est un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux de 7% du salaire brut régulier.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Description des régimes et autres renseignements

La dépense est représentée par la cotisation due par la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>159 138</u>	<u>150 223</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Le conseil intermunicipal de transport offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé. La dépense du conseil intermunicipal de transport est représentée par la cotisation qu'il a versée.

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	2 175	2 439

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	6 655	6 870
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	22 428	23 072
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	1 480	1 377
100	23 908	24 449

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	12 599 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 786 738
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 761 539
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	16 624 199
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	3 437 319
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	20 061 518
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	214 622
Communauté métropolitaine	18	75 128
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	20 351 268
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	20 351 268
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2015	2015	2015	2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 277 443	9 310 672	8 805 948
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	9 277 443	9 310 672	8 805 948
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 064 477	1 052 530	1 045 870
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	716 166	720 790	600 931
Matières résiduelles	13	522 667	510 279	709 302
Autres				
-Matières recyclable	14	292 837	291 648	289 467
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	36 000	40 312	43 690
Service de la dette	18	220 311	234 848	235 189
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	2 852 458	2 850 407	2 924 449
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	2 852 458	2 850 407	2 924 449
	26	12 129 901	12 161 079	11 730 397

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	38 510	38 510	33 548
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	77 311	27 208	47 928
	35	77 311	65 718	81 476
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	77 311	65 718	81 476
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	22 138	23 630	22 139
	50	22 138	23 630	22 139
	51	99 449	89 348	103 615

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	12 810	12 810	
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		174 589	204 924
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		1 412	5 249
Réseau de distribution de l'eau potable	68	25 705	25 705	26 713
Traitement des eaux usées	69	13 884	13 884	15 616
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	75 000	98 171	90 598
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			25 000
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	1 690	1 690	3 316
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	58 180	59 486	59 258
Autres	88	54 480		
Réseau d'électricité	89			
	90	227 249	211 746	389 955
				430 674

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	780 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	84 435	84 435	(84 435)
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	780 000	84 435	84 435
				(84 435)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 007 249	296 181	474 390
				346 239

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			(4 798)
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			(4 798)
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	264 268	3 789	
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	264 268	3 789	
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	264 268	3 789	(4 798)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	21 250	22 897	20 752
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	10 000	8 632	66 257
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		145 261	145 788
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		74 469	57 429
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	8 990	15 073	10 095
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	3 100	7 817	3 400
Loisirs et culture	193	262 877	341 453	328 894
Réseau d'électricité	194			
	195	306 217	395 872	632 615
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	306 217	660 140	627 817
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	36 777	71 746	45 135
Droits de mutation immobilière	198	471 327	795 128	526 684
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	508 104	866 874	571 819
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	20 000	19 569	11 772
INTÉRÊTS	203	172 950	180 365	204 229
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		944	10 763
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		1 589 000	482 374
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	211 246		18 172
Autres contributions	210			8 036
Autres	211	18 729	74 780	14 320
	212	229 975	1 664 724	533 665

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	280 365	278 591		278 591	278 591	319 116
Application de la loi	2	4 500	6 331		6 331	6 331	4 507
Gestion financière et administrative	3	659 345	585 880		585 880	585 880	546 897
Greffe	4	236 338	151 963		151 963	151 963	252 560
Évaluation	5	74 664	179 258		179 258	179 258	76 224
Gestion du personnel	6	107 841	99 842		99 842	99 842	109 259
Autres	7	200 962	265 385	30 210	295 595	295 595	303 850
	8	1 564 015	1 567 250	30 210	1 597 460	1 597 460	1 612 413
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 644 278	1 603 334		1 603 334	1 603 334	1 631 075
Sécurité incendie	10	546 373	528 668	7 553	536 221	536 221	485 407
Sécurité civile	11	158 994	127 592		127 592	127 592	145 406
Autres	12	30 356	18 480		18 480	18 480	25 303
	13	2 380 001	2 278 074	7 553	2 285 627	2 285 627	2 287 191
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 006 723	1 032 422	644 629	1 677 051	1 677 051	1 602 256
Enlèvement de la neige	15	467 652	472 170	9 540	481 710	481 710	497 554
Éclairage des rues	16	101 221	107 751	59 579	167 330	167 330	167 264
Circulation et stationnement	17	64 373	60 048		60 048	60 048	54 267
Transport collectif							
Transport en commun	18	705 866	510 626		510 626	902 149	933 880
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 345 835	2 183 017	713 748	2 896 765	3 288 288	3 255 221

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 153 245	1 095 647	1 095 647	491 060	642 523
Réseau de distribution de l'eau potable	24	130 547	182 853	659 775	923 370	831 426
Traitement des eaux usées	25	510 624	614 271	667 518	1 281 789	975 402
Réseaux d'égout	26	202 058	298 433	298 433	298 433	237 422
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	168 892	172 038	172 038	172 038	161 575
Élimination	28	283 258	291 603	291 603	291 603	274 465
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	286 683	271 672	271 672	271 672	194 795
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	18 043	20 972	20 972	20 972	19 804
Autres	34					
Plan de gestion	35		17 343	17 343	17 343	23 442
Autres	36					
Cours d'eau	37	47 706	528	528	528	539
Protection de l'environnement	38	63 048	58 053	58 053	58 053	30 973
Autres	39					
	40	2 864 104	3 023 413	1 144 440	4 167 853	3 826 861
						3 392 366
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	92 377	92 932	92 932	92 932	92 256
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	92 377	92 932	92 932	92 932	92 256
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	434 706	406 801	406 801	406 801	393 142
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					50 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	104 295	104 439	104 439	104 439	87 460
Tourisme	49	4 254	2 636	2 636	2 636	19 120
Autres	50					
Autres	51			1 949	1 949	1 949
	52	543 255	513 876	1 949	515 825	549 722

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 023 832	770 238	41 182	811 420	811 420	805 523
Patinoires intérieures et extérieures	54	70 517	42 000		42 000	42 000	39 079
Piscines, plages et ports de plaisance	55	37 088	40 340		40 340	40 340	35 998
Parcs et terrains de jeux	56	445 851	832 183	132 149	964 332	964 332	866 470
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	110 057	95 313		95 313	95 313	105 443
Autres	59	125 274	9 575	58 667	68 242	68 242	57 957
	60	1 812 619	1 789 649	231 998	2 021 647	2 021 647	1 910 470
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	179 432	73 139		73 139	73 139	22 705
Bibliothèques	62	380 569	378 210	66 467	444 677	444 677	446 132
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	75 742	75 238		75 238	75 238	70 257
Autres	65		97 403		97 403	97 403	73 647
	66	635 743	623 990	66 467	690 457	690 457	612 741
	67	2 448 362	2 413 639	298 465	2 712 104	2 712 104	2 523 211
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	353 643	322 841		322 841	408 685	460 671
Autres frais	70	29 685	38 214		38 214	50 385	42 515
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	2 122	2 616		2 616	2 939	3 742
	73	385 450	363 671		363 671	462 009	506 928
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	2 049 707	2 196 365	(2 196 365)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Notre-Dame-de l'Île-Perrot (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2016-04-29

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	12 161 079
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	12 161 079

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	12 161 079
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>12 161 079</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	308 646		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	40 312		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>348 958</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>11 812 121</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>1 290 306 600</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>1 302 986 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>1 296 646 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>11 812 121</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>1 296 646 550</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 , 9 | 1 | 1 | 0 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	970 000	214 666	(13 025)
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	10 259	38 170	190 279
Conduites d'égout	4	270 000	516 550	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	394 000	1 406 068	1 340 614
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		239 720	239 720
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	4 283 000	3 871 963	713 168
Autres infrastructures	11	40 151	25 550	250 041
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			84
Édifices communautaires et récréatifs	14	85 000	89 713	
Améliorations locatives	15			113
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	18 000	36 182	170 081
Ameublement et équipement de bureau	18	69 450	91 266	60 778
Machinerie, outillage et équipement divers	19	80 700	17 057	42 611
Terrains	20		2 508	497 516
Autres	21	33 650		
	22	6 254 210	6 549 413	3 252 260

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			(13 025)
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		276 221	270 919
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		214 666	214 666
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		38 170	190 279
Conduites d'égout	31		516 550	
Autres infrastructures	32		5 267 080	2 032 904
Autres immobilisations	33		236 726	771 183
	34		6 549 413	3 252 260

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	16 913 618	594 100	1 369 978	16 137 740
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	16 913 618	594 100	1 369 978	16 137 740
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	52 778		52 778	
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 538 617		191 388	1 347 229
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	13 321 706	594 100	980 024	12 935 782
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	14 913 101	594 100	1 224 190	14 283 011
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 000 517		145 788	1 854 729
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 000 517		145 788	1 854 729
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	2 000 517		145 788	1 854 729
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 000 517		145 788	1 854 729
	26	16 913 618	594 100	1 369 978	16 137 740
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	16 913 618	594 100	1 369 978	16 137 740

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale					
Application de la loi	1	500	2 528	2 528	2 499
Évaluation	2	45 461	177 783	177 783	74 212
Autres	3	92 085	104 335	104 335	101 280
Sécurité publique					
Police	4	14 470	19 785	19 785	29 308
Sécurité incendie	5	18 374	18 369	18 369	10 362
Sécurité civile	6	5 316			
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	599 782	372 949	(47 575)	(960)
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 153 245	1 095 647		
Matières résiduelles	12	253 202	249 684	249 684	179 504
Cours d'eau	13	47 706			
Protection de l'environnement	14		4 137	4 137	4 007
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16		92 932	92 932	92 256
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	121 725	121 710	121 710	117 992
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	85 210	106 293	106 293	104 464
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	14 090	1 652		192
Activités culturelles	23	32 834	97 403	97 403	73 647
Réseau d'électricité					
	24				
	25	2 484 000	2 465 207	947 384	788 763

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	824 797	220 185	1 044 982
Professionnels	2					
Cols blancs	3	13,00	35,00	625 233	160 047	785 280
Cols bleus	4	23,00	40,00	1 034 518	191 457	1 225 975
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	48,00		2 484 548	571 689	3 056 237
Élus	9	7,00		177 718	47 401	225 119
	10	55,00		2 662 266	619 090	3 281 356

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	25 705				25 705
Traitement des eaux usées	14	13 884				13 884
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	157 657	84 435	1 690	12 810	256 592
	17	197 246	84 435	1 690	12 810	296 181

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	6 331	27		53	6 331	79		105	6 331	131
Évaluation	2	179 258	28		54	179 258	80		106	179 258	132
Autres	3	1 381 661	29	30 210	55	1 411 871	81	22 897	107	1 388 974	133
	4	1 567 250	30	30 210	56	1 597 460	82	22 897	108	1 574 563	134
Sécurité publique											
Police	5	1 603 334	31		57	1 603 334	83		109	1 603 334	135
Sécurité incendie	6	528 668	32	7 553	58	536 221	84		110	536 221	136
Sécurité civile	7	127 592	33		59	127 592	85		111	127 592	137
Autres	8	18 480	34		60	18 480	86		112	18 480	138
	9	2 278 074	35	7 553	61	2 285 627	87		113	2 285 627	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 032 422	36	644 629	62	1 677 051	88	8 632	114	1 668 419	140
Enlèvement de la neige	11	472 170	37	9 540	63	481 710	89		115	481 710	141
Autres	12	167 799	38	59 579	64	227 378	90		116	227 378	142
Transport collectif	13	510 626	39		65	510 626	91		117	510 626	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	2 183 017	41	713 748	67	2 896 765	93	8 632	119	2 888 133	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 095 647	42		68	1 095 647	94	264 268	120	831 379	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	182 853	43	476 922	69	659 775	95	15 073	121	644 702	147
Traitement des eaux usées	18	614 271	44	667 518	70	1 281 789	96		122	1 281 789	148
Réseaux d'égout	19	298 433	45		71	298 433	97		123	298 433	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	463 641	46		72	463 641	98		124	463 641	150
Matières recyclables	21	292 644	47		73	292 644	99		125	292 644	151
Autres	22	17 343	48		74	17 343	100		126	17 343	152
Cours d'eau	23	528	49		75	528	101		127	528	153
Protection de l'environnement	24	58 053	50		76	58 053	102		128	58 053	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	3 023 413	52	1 144 440	78	4 167 853	104	279 341	130	3 888 512	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	92 932	172	187	92 932	202	217	92 932	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			
	160	92 932	175	190	92 932	205	220	92 932	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	406 801	176	191	406 801	206	7 817	221	398 984	236	3 047	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237			
Promotion et développement économique	163	107 075	178	193	107 075	208	223	107 075	238			
Autres	164		179	1 949	1 949	209	224	1 949	239			
	165	513 876	180	1 949	515 825	210	7 817	225	508 008	240	3 047	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 789 649	181	231 998	2 021 647	211	276 637	226	1 745 010	241	26 625	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	378 210	182	66 467	444 677	212	10 837	227	433 840	242	35 209	
Autres	168	245 780	183	198	245 780	213	53 979	228	191 801	243		
	169	2 413 639	184	298 465	2 712 104	214	341 453	229	2 370 651	244	61 834	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	12 072 201	186	2 196 365	201	14 268 566	216	660 140	231	13 608 426	246	363 671

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 549 413	3 228 320
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 549 413	3 228 320

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 716 900	1 707 653
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 716 900	1 707 653
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	556 692	225 750
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(155 727)	(28 755)
Activités d'investissement	6	(90 320)	(179 664)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(11 275)	(17 784)
Réserves financières et fonds réservés	8		9 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	299 370	9 247
Solde à la fin de l'exercice	12	2 016 270	1 716 900
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	51 853	36 785
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	51 853	36 785
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(925)	(2 716)
Activités d'investissement	17	(5 176)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	11 275	17 784
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	5 174	15 068
Solde à la fin de l'exercice	22	57 027	51 853
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 309 642	1 929 118
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(90 669)	(92 532)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 218 973	1 836 586
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	215 449	90 941
Activités d'investissement	27	(336 374)	(711 878)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		(9 700)
Financement des investissements en cours	29	30 002	13 024
	30	(90 923)	(617 613)
Solde à la fin de l'exercice	31	1 128 050	1 218 973

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(56 132 )	(	4 427)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			(51 105)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(56 132 )	(	55 532)
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement				
Frais d'assainissement des sites contaminés	39	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ				
Utilisation du fonds général	41	()	()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	()
Autres	44	()	()
	45	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	()
Autre financement	47	(1 538 )	(	2 950)
	48	(1 538 )	(	2 950)
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	(349)		2 350
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50			
	51	(349)		2 350
Solde à la fin de l'exercice	52	(58 019 )	(	56 132)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53	(2 306 725)		(763 889)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54			
Solde redressé au début de l'exercice	55	(2 306 725)		(763 889)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	(3 450 011)		(1 529 812)
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57			
Excédent de fonctionnement affecté	58			
Réserves financières et fonds réservés	59	(30 002)		(13 024)
	60	(3 480 013)		(1 542 836)
Solde à la fin de l'exercice	61	(5 786 738)		(2 306 725)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	31 893 929		29 955 456
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			51 105
Solde redressé au début de l'exercice	64	31 893 929		30 006 561
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement				
Excédent de fonctionnement affecté	65			
	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	4 574 322		1 887 368
Solde à la fin de l'exercice	68	36 468 251		31 893 929

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 228 908	2	3	4	5 (30 002	6 (7 828)	7 251 082
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 (	13)	14
	15 228 908	16	17	18	19 (30 002	20 (7 828)	21 251 082

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 | 9 | 4 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 4 | 4 | 4 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 | 9 | 4 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	2 | 3 | 3 | , 0 | 0 | \$	
Égout	2	| | | | , | | | \$	
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$	
Traitement des eaux usées	4	1 | 9 | 1 | , 0 | 0 | \$	
Matières résiduelles	5	2 | 0 | 7 | , 0 | 0 | \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Minimum	,0304	2	
Maximum	3,0295	2	
Minimum	338,7425	7	unité
Maximum	2 114,7925	7	unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	49 638 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	100	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 21, rue de l'Église
(no) (rue)
Notre-Dame-de-L'Île-Perrot J7V 8P4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-4128
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-8961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ndip.org

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Stéphanie Martin

Téléphone (514) 453-4128
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-8961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel smartin@ndip.org

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Stéphanie Martin , atteste que le rapport financier consolidé de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-30 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Notre-Dame-de-l'Île-Perrot .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Notre-Dame-de-l'Île-Perrot consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Notre-Dame-de-l'Île-Perrot détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 316 671 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,9110 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-01 09:56:18

Date de transmission au Ministère : 2016/06/01

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	13 350 409	13 693 845	14 197 201	1 941 588	14 356 698
Investissement	2	409 725	780 000	1 741 079		1 741 079
	3	13 760 134	14 473 845	15 938 280	1 941 588	16 097 777
Charges	4	14 009 500	14 673 106	14 632 237	1 930 960	14 781 106
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(249 366)	(199 261)	1 306 043	10 628	1 316 671
Moins : revenus d'investissement	6	(409 725)	(780 000)	(1 741 079)	()	(1 741 079)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(659 091)	(979 261)	(435 036)	10 628	(424 408)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	2 119 037	2 049 707	2 196 365	309 627	2 505 992
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		1 622			
Remboursement de la dette à long terme	10	(821 953)	(793 650)	(817 804)	(406 386)	(1 224 190)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(355 241)	(157 251)	(332 353)	(6 330)	(338 683)
Excédent (déficit) accumulé	12	(58 870)	(121 167)	(56 910)	110 118	53 208
Autres éléments de conciliation	13	1 868		2 430		2 430
	14	884 841	979 261	991 728	7 029	998 757
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	225 750		556 692	17 657	574 349

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	3 974 751	4 074 278	4 310 923
Autres	2	1 586 664	1 316 802	2 189 035
	3	5 561 415	5 391 080	6 499 958
Passifs				
Dette à long terme	4	12 831 747	12 493 879	15 997 991
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	3 206 617	6 378 047	3 612 395
	7	16 038 364	18 871 926	22 734 450
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(10 476 949)	(13 480 846)	(16 234 492)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	42 955 069	47 305 687	53 871 779
Autres	10	40 678		32 756
	11	42 995 747	47 305 687	53 904 535
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 716 900	2 016 270	2 378 275
Excédent de fonctionnement affecté	13	51 853	57 027	103 532
Réserves financières et fonds réservés	14	1 218 973	1 128 050	1 434 002
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	56 132 ) (	58 019 ) (	58 019) (
Financement des investissements en cours	16	(2 306 725)	(5 786 738)	(5 776 515)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	31 893 929	36 468 251	39 588 768
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	32 518 798	33 824 841	37 670 043

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Activités jeunesse	20	57 027	51 853
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	57 027	51 853
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	46 505	147 629
	31	103 532	199 482
Réserves financières	32	658 413	689 473
Fonds réservés	33	775 589	843 529
	34	1 537 534	1 732 484

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	11 730 397	12 129 901	12 161 079	12 161 079
Compensations tenant lieu de taxes	2	103 615	99 449	89 348	89 348
Quotes-parts	3				
Transferts	4	220 501	227 249	211 746	389 955
Services rendus	5	424 605	306 217	660 140	619 391
Autres	6	871 291	931 029	1 074 888	1 096 925
	7	13 350 409	13 693 845	14 197 201	14 356 698
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	(84 435)	780 000	84 435	84 435
Autres	11	494 160		1 656 644	1 656 644
	12	409 725	780 000	1 741 079	1 741 079
	13	13 760 134	14 473 845	15 938 280	16 097 777

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	74 664	179 258		179 258	76 224
Autres	2	1 489 351	1 387 992	30 210	1 418 202	1 536 189
Sécurité publique						
Police	3	1 644 278	1 603 334		1 603 334	1 631 075
Sécurité incendie	4	546 373	528 668	7 553	536 221	485 407
Autres	5	189 350	146 072		146 072	170 709
Transport						
Réseau routier	6	1 639 969	1 672 391	713 748	2 386 139	2 321 341
Transport collectif	7	705 866	510 626		510 626	933 880
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	1 996 474	2 191 204	1 144 440	3 335 644	2 686 773
Matières résiduelles	10	756 876	773 628		773 628	674 081
Autres	11	110 754	58 581		58 581	31 512
Santé et bien-être	12	92 377	92 932		92 932	92 256
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	434 706	406 801		406 801	393 142
Promotion et développement économique	14	108 549	107 075		107 075	106 580
Autres	15			1 949	1 949	50 000
Loisirs et culture	16	2 448 362	2 413 639	298 465	2 712 104	2 523 211
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	385 450	363 671		363 671	506 928
Amortissement des immobilisations	19	2 049 707	2 196 365	(2 196 365)		
	20	14 673 106	14 632 237		14 632 237	14 219 308

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3